

## **COMMUNIQUE**

### **L'attente des citoyens et des travailleurs déçue par le « volontarisme » du Président**

Avant même que Nicolas SARKOZY prenne la parole pour tirer les conclusions des élections régionales marquées par l'échec de son parti, le ministre de l'Education Nationale, en réponse aux mobilisations du 23 mars, a annoncé que, grâce aux suppressions de postes, il allait pouvoir augmenter les traitements des personnels les plus récemment recrutés. Bonne nouvelle pour ces jeunes collègues... Mais doivent-ils comprendre, à cette occasion, que revendiquer pour un meilleur salaire est antinomique de la revendication pour davantage d'emplois ? **La logique libérale, i.e. capitaliste, montre pourtant que la pression sur les salaires s'obtient par la pression sur l'emploi.** C'est d'ailleurs la raison sans doute pour laquelle la mansuétude de Luc CHATEL ne s'applique qu'à une petite partie des personnels de l'Education Nationale.

Reste posée la question de **la prise en compte de l'augmentation de la productivité** de tous les personnels, enseignants ou non, qui depuis des années travaillent de plus en plus pour un pouvoir d'achat toujours à la baisse.

Ensuite, dans sa déclaration d'après le Conseil des Ministres du 24 mars, le chef de l'Etat a affirmé sa volonté de lutter contre l'absentéisme et la violence scolaires. Pourquoi, alors, n'a-t-il pas, jusqu'à ce jour, mis en place le Conseil des Droits et Devoirs des Familles (CDDF), prévu par la loi du 5 mars 2007 dont il fut l'initiateur, avant même son élection à la Présidence de la République ? **S'il était installé partout où il est nécessaire, et fonctionnait dans un véritable esprit républicain, le CDDF permettrait de responsabiliser les familles** ce qui éviterait d'en venir aux grands moyens coercitifs de la suspension des allocations familiales ou de la mise sous tutelle de certains jeunes dans des établissements d'internement.

Les mandats du SNCA e.i.L. Convergence exigent la mise en place du CDDF, de même qu'ils exigent une **refonte générale de la grille indiciaire de la Fonction Publique**, ce qui éviterait de mener une politique salariale au coup par coup, visant plus à opposer les personnels entre eux qu'à travailler à **revaloriser l'ensemble des métiers de l'Education Nationale**. Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle, en outre, qu'il demande **la titularisation des enseignants contractuels dans le respect des lois républicaines**.

Par ailleurs, le SNCA e.i.L. Convergence entend bien le chef de l'Etat quand il dit qu'il a été élu pour faire des réformes. Toutefois, les derniers résultats électoraux montrent

sans ambages que de cette politique, la majorité des Français n'en veut plus. A quoi, Nicolas SARKOZY oppose l'argument de la crise qui aurait escamoté les effets bienfaisants de ses réformes. Plutôt que d'apprécier la portée réelle de telle ou telle réforme, le SNCA e.i.L. Convergence fait remarquer que la politique préconisée par le candidat SARKOZY et mise en application par le Président et ses gouvernements successifs, **tire son inspiration de l'idéologie libérale (capitaliste)** ; que la crise économique et sociale « sans précédent » que subissent les Français est liée aux **dysfonctionnements du libéralisme économique** ; qu'il y a, donc, quelque paradoxe à s'accrocher à une idéologie et à ses pratiques qui mettent à mal une grande partie de la population qui, à sa façon, les 14 et 21 mars dernier, a clairement dit qu'elle n'en voulait plus.

Quoiqu'il en soit, le SNCA e.i.L. Convergence considère que persister dans **la démolition systématique de ce qui, depuis la Libération, a donné à la population française l'occasion d'un véritable développement démographique, social et culturel** pour aboutir à la destruction de l'outil productif industriel et agricole, au chômage, à la précarisation, à l'affaïssement durable du pouvoir d'achat, **est un non sens.**

L'Etat-Providence, né de la crise de 1929 et de la reconstruction d'après guerre, doit-il définitivement périr par une nouvelle crise ? C'est ce que semble affirmer le maintien de la RGPP, non pas évaluation des services publics mais bien démolition de ces services publics. Il semble que pour le Président SARKOZY persister dans cette politique négative et destructrice soit la meilleure expression de son « volontarisme ».

Le SNCA e.i.L. Convergence estime que le volontarisme politique doit s'exercer au bénéfice du plus grand nombre et s'inspirer par conséquent de l'intérêt général : là résident les exigences de la République. Le compte, malheureusement, n'y est pas.

Paris, le 24 mars 2010